

Rapport du projet :

Appui au développement d'initiatives socioéconomiques d'associations paysannes dans quatre communes d'Haïti

Ce projet mené en partenariat avec l'Institut culturel Karl-Lévêque (ICKL) visait : l'amélioration de la situation économique des paysannes et des paysans haïtiens dans les communes de Verrettes (département de l'Artibonite), de Petit-Goâve et de Croix-des-Bouquets (département de l'Ouest) et de Marigot (département du Sud-Est).

Quatre organisations paysannes ont bénéficié directement de ce projet :

- la **Fédération Groupement Paysans Belle-Fontaine (FGPB)**, Commune de Croix-des-Bouquets, département de l'Ouest;
- l'association **Force pour défendre les droits des paysans de l'Artibonite (FDDPA)**, commune de Verrettes, département de l'Artibonite,
- la **Coordination des Militants pour le Développement (CMD)**, commune de Petit-Goave, département de l'Ouest;
- l'organisation **Tèt Kole ti Peyizan Ayisyen**, commune de Marigot, département du Sud-Est

Afin d'assurer un meilleur encadrement du projet, le CISO a réalisé deux missions en Haïti : une mission de démarrage du 15 au 19 octobre 2012 et une mission d'évaluation du 4 au 18 février 2014.

ACTIVITÉS RÉALISÉES

Les activités se sont réalisées d'octobre 2012 à janvier 2014.

Volet : formation et renforcement institutionnel du projet

La réalisation de ce volet, visant quatre organisations paysannes différentes avec des niveaux de capacité différents, a pris plusieurs formes afin de tenir compte des réalités locales : suivi-accompagnement réalisé sur une base continue par l'ICKL ou par une personne-ressource externe, « périodes d'immersion » dans les communautés par les équipes d'animation et de formation du projet, ateliers de formation ciblés en fonction des besoins identifiés par les partenaires, appuis et formations techniques pour la planification ou la mise en œuvre d'activités spécifiques d'économie sociale.

§ Réalisation d'une enquête sur les besoins de formation

L'enquête visait à analyser les besoins de formation des groupements des femmes des organisations partenaires locales du projet. Des rencontres ont été réalisées dans chaque zone d'intervention du projet soit Verrettes, Marigot, Dorilas et Belle-Fontaine. La méthodologie de l'enquête incluait des entrevues et la tenue de groupes de discussion (focus groups). Cette technique d'enquête qualitative a permis d'évaluer les besoins et les attentes, de mieux comprendre les motivations ou les comportements des participantes et d'identifier les besoins en formation, afin de mieux structurer les interventions. Les principaux besoins identifiés étaient des formations spécifiques pour les dirigeantes des groupements de femmes en techniques d'animation, de gestion d'entreprises et de plaidoyer.

Quatre groupes de discussions (focus groups) ont été organisés, rejoignant un total de 25 femmes :

- à Bellefontaine, Commune de Croix-des-Bouquets, département de l'Ouest, 5 membres de la Fédération Groupement Paysans Belle-Fontaine (FGPB) y ont participé;
- à Dofiné, commune de Verrettes, département de l'Artibonite, 7 membres de l'association Force pour défendre les droits des paysans de l'Artibonite (FDDPA) y ont participé;
- à Dorilas, commune de Petit-Goâve, département de l'Ouest; 7 membres de Movements des femmes de onzième et douzième section de Petit Goâve (MOFOD[1]), de la Coordination des Militants pour le Développement (CMD), y ont participé;
- à Marigot, commune de Marigot, département du Sud-Est, 6 membres de l'organisation Tèt Kole ti Peyizan Ayisyen y ont participé.

Le rapport synthèse en créole est disponible sur demande.

§ Formation en gestion d'activités d'économie sociale et solidaire à Petit-Goâve (Dorilas).

Cette formation a été réalisée du 21 au 23 février 2013 à Petit-Goâve au profit des membres du comité de gestion d'une nouvelle activité d'économie sociale (boulangerie). Le contenu de la formation était axé sur la gestion des ressources humaines, la gestion de stock et le développement d'un plan de marketing. 25 membres de la Coordination des militants pour le développement (CMD), dont 13 femmes, ont participé à cette formation.

L'appréciation générale de l'ensemble des participant.e.s témoigne d'un bon taux de satisfaction des attentes.

Les participant.e.s ont acquis des connaissances et des outils leur permettant de :

- renforcer leurs capacités sur les plans organisationnels et de gestion;
- développer leurs projets d'activités génératrices de revenus;
- répliquer la formation dans leur groupement de base (un comité d'autoformation pour assurer la formation des autres membres s'est mis en place).

Le succès de la mise en place de la boulangerie de Dorilas nous permet de constater que la formation a pleinement atteint ses objectifs.

§ **Appui-conseil d'un consultant pour accompagner la mise en place des activités génératrices de revenus**

Outre l'accompagnement fourni par l'ICKL en vue de donner un accompagnement soutenu des organisations paysannes partenaires dans la mise en place des activités d'économie sociale et solidaire, une personne-ressource a été embauchée pour fournir un appui-conseil au démarrage des nouvelles initiatives d'économie sociale et au renforcement des initiatives existantes. Cet appui visait à apporter aux responsables des organisations des outils, des techniques, des dispositifs ou des démarches pédagogiques permettant la mise en œuvre de solutions appropriées aux besoins identifiés, notamment :

- d'optimiser et valoriser leur savoir-faire;
- d'améliorer la qualité de leurs produits et services;
- de donner plus de sens et d'impact à leur action.

Le consultant a appuyé les quatre organisations participantes sur une période de trois mois. En complément aux sessions de formation, cet accompagnement a permis de soutenir et d'outiller efficacement chaque organisation participante et d'en maximiser l'autonomie en ce qui concerne la réalisation de son projet économique.

§ **Formation adaptée aux besoins des femmes**

Trois séminaires de formations adaptés aux besoins des femmes (identifiés lors des enquêtes).

L'objectif poursuivi : développer les compétences des participantes afin de leur permettre d'acquérir et d'exercer plus de pouvoir au sein de leur organisation, notamment en structurant mieux les groupements de base où elles participent et les instances de coordination.

Plusieurs paysannes des communautés ciblées se sont dites mieux outillées pour prendre en charge leur organisation, évaluer leurs actions et élaborer des plans d'action tenant compte de leurs besoins réels.

Une grande présence des femmes a été enregistrée dans les séminaires de formation pour les responsables des organisations. De plus, la formation spécifique pour les femmes a amélioré

leurs connaissances et leur participation dans les instances de décision des organisations. Elles représentent maintenant environ 45 %, des membres des comités de direction, contrairement à 20 % au début du projet. De plus, les femmes participent activement à la promotion d'une approche d'égalité entre les sexes dans les organisations de base et à l'élaboration des propositions d'actions qui permettront de renforcer les organisations paysannes. Elles organisent des formations à la base sur les rapports/femme et des journées de sensibilisation sur les droits des femmes (ex. célébrations du 8 mars et de la journée internationale de la femme rurale, le 15 octobre).

§ Formation adaptée aux besoins des organisations partenaires.

À partir des enquêtes sur les besoins de formation, un programme de formation pour les *leaders* paysans a été planifié et développé. Huit séminaires de formations ont été réalisés, à raison d'un par mois, au cours de « périodes d'immersion » (séjours prolongés de l'équipe d'animation et de formation dans les communautés). Les principaux thèmes abordés au cours de ces formations étaient : la participation des femmes dans les organisations, les techniques d'animation, de gestion d'entreprises et de plaidoyer.

Ces formations ont été réalisées au cours des « périodes d'immersion, » effectuées respectivement du 1er au 10 et du 12 au 21 de chaque mois. Plus de 360 responsables d'organisations dont 180 femmes ont participé aux formations.

§ Rencontre de partage d'expériences entre les organisations paysannes sur l'économie sociale et solidaire

La rencontre s'est tenue du 26 au 28 juin 2013. Un total de 18 personnes dont 8 femmes et 10 hommes venant de six organisations différentes ont partagé, durant ces trois jours, leurs expériences dans le domaine de l'économie solidaire et de micro-entreprise alternative. Les participant.e.s ont tiré des leçons de leurs expériences et pris connaissance de bonnes pratiques utilisées par leurs pairs. L'effet de cette rencontre a été particulièrement bénéfique pour le FDDPA, qui a beaucoup appris de l'expérience des autres organisations.

Volet initiatives d'économie sociale et solidaire :

La planification et la mise en œuvre d'initiatives d'économie sociale constituent un levier dans le cadre d'une stratégie plus large de renforcement des capacités et de l'autonomie des associations paysannes locales. Forcément, puisque les associations paysannes interlocutrices du projet présentaient des niveaux de développement et de capacités différents, le rythme de progression de ce volet du projet a varié d'une communauté à l'autre, de même que le niveau d'effort requis. À la fin du projet, les activités d'économie solidaire existantes (une boulangerie, un moulin à grains, un projet d'élevage, des activités de micro-crédit ou de prêts pour l'artisanat) avaient reçu un appui additionnel et trois nouvelles initiatives économiques

(deux boulangeries et une banque communautaire) avaient bien été mises sur pied comme prévu. Par contre, dans deux des trois cas, il sera nécessaire d'assurer une poursuite de l'appui-accompagnement et des mesures ont été prises par l'ICKL en ce sens.

Au sein des associations paysannes locales, cela étant dit, la poursuite ou le démarrage de nouvelles activités génératrices de revenus a suscité des résultats tangibles en matière de mobilisation des membres, de fonctionnement associatif et de dynamisation du milieu. Face à la dégradation du niveau de vie dans les communautés rurales, ces activités génératrices de revenus apportent un souffle d'espoir, et les bénéficiaires perçoivent les activités d'économie sociale et solidaire comme une alternative possible à leur situation.

§ **Évaluation d'impact des projets d'économie sociale déjà implantés**

Des évaluations d'impact ont été réalisées dans les quatre communautés, portant sur les initiatives de microcrédit (Marigot et Belle-Fontaine), de prêts pour l'artisanat (Dofiné) et le projet d'élevage (Dorilas).

Dans le cas de Marigot, l'étude d'impact a aussi été l'occasion de réaliser une analyse plus approfondie en vue de mettre sur pied le projet de banque communautaire (nouvelle initiative).

Activité réalisée comme prévu. Les conclusions des études d'impact ont permis de mieux cibler les activités auprès des organisations paysannes partenaires du projet. Les rapports (en créole) sont disponibles en annexe.

Parmi les principaux constats, mentionnons en premier lieu des retombées très positives des projets de microcrédit et de prêts pour l'artisanat au niveau des revenus des femmes bénéficiaires. 40 % des femmes interviewées lors des études d'impact ont ainsi indiqué qu'elles n'avaient plus besoin d'emprunter aux usuriers et qu'elles avaient trouvé d'autres sources de revenus pour financer leurs activités. Plusieurs rapportent qu'elles arrivent à mettre quelques gourdes de côté. À Dorilas, le projet d'élevage — malgré les difficultés liées aux intempéries qui ont occasionné d'énormes pertes — a également permis aux bénéficiaires d'améliorer leur condition de vie : les personnes consultées ont témoigné que grâce à leur bétail, elles n'avaient plus besoin d'abattre des arbres pour payer l'*ekolaj* (frais scolaires) de leurs enfants. Ce dernier projet est exécuté sous forme de prêt de bétail et il continue donc de profiter à d'autres membres de l'organisation.

§ **Consolidation d'un projet existant de boulangerie (Belle-Fontaine, commune de Croix-des-Bouquets).**

Un fonds de démarrage et de roulement a été constitué afin de compenser l'absence de fonds propres et d'assurer le fonctionnement de la boulangerie pendant les trois premiers mois. L'ICKL, principal partenaire du projet, a désigné un des membres de son équipe pour accompagner ce processus et assurer un suivi régulier. Cet apport a permis d'acquérir des matières premières et de recruter un boulanger expérimenté pour former et accompagner les

gestionnaires de l'organisation Fédération des groupements des planteurs de Belle-Fontaine (FGPB) pendant un mois et former une dizaine de boulanger-ère-s.

Dès le départ, il était clair que la boulangerie répondait à une demande réelle et elle peinait même à suffire à la demande. L'activité s'est cependant butée à plusieurs difficultés. D'abord, le rythme de production accéléré a été la cause d'un accident de travail, se soldant par de graves brûlures aux mains pour le boulanger-formateur. Une vigilance accrue en ce qui concerne la sécurité a été instaurée. Après cet accident, la boulangerie a repris son fonctionnement normal. Deux mois après cette reprise, le four avait une défaillance technique qui a occasionné un nouvel arrêt des activités. Pour régler ce problème, l'ICKL a finalement dû se résoudre à faire l'acquisition d'un nouveau four (avec des ressources obtenues auprès d'un autre bailleur de fonds), mais le mauvais état de la route a occasionné des retards significatifs de livraison.

En mars 2014, l'ICKL ayant obtenu un appui financier additionnel d'un autre partenaire, la boulangerie a complètement repris ses activités. Elle devrait fournir du travail aux dix boulanger.e.s formé.e.s.

§ Renforcement du projet d'artisanat à Dofiné, commune de Verrettes

Le projet a poursuivi son appui aux bénéficiaires du projet de prêts pour l'artisanat, regroupé-e-s en plusieurs petites équipes de 5 personnes. Cette activité fonctionne bien et a un impact positif sur la qualité de vie des bénéficiaires. Outre l'accompagnement par l'équipe de l'ICKL, un module de formation spécifique, visant à leur permettre d'améliorer leur productivité et de diversifier leurs produits, avait été développé dans le cadre du projet. Toutefois, l'organisation partenaire locale (FDDPA) a pris la décision de concentrer tous ses efforts sur le développement d'une nouvelle activité (mise en place d'une boulangerie), perçue comme présentant plus de potentiel économique, et l'activité de formation n'a pas pu être dispensée.

L'activité de mise en place de la boulangerie a mobilisé toutes les structures de l'organisation. Compte tenu des problèmes rencontrés en cours de route dans sa mise en œuvre de cette boulangerie (voir plus loin la section à ce sujet), les dirigeants voient sa réalisation comme un défi et concentrent toute leur énergie à le relever. Il faut signaler que FDDPA est une organisation encore faible qui a été dirigée, jusqu'en 2010, par une religieuse qui prenait elle seule toutes les décisions. Le processus de renforcement des capacités et d'autonomisation de cette organisation est donc plus ardu.

§ Renforcement du projet d'élevage à Dorilas, commune de Petit-Goâve

Les résultats de l'étude d'impact du projet d'élevage caprin ont montré que sa viabilité est très liée aux aléas climatiques. De plus, on a constaté que les cabris sont plus vulnérables aux intempéries que les bovins. En vue de renforcer l'élevage dans la zone et de garantir la viabilité du projet, CMD-OD a décidé de diversifier cette activité en distribuant aussi des vaches.

À l'instar du volet caprin, ce volet fonctionne suivant le principe de « Pase Kado », c'est-à-dire que chaque bénéficiaire qui reçoit une vache s'engage à la remettre à un autre membre de son groupement après le premier vêlage. Les premiers bénéficiaires de ce nouveau volet sont au nombre de 15; ils sont membres de la CMD-OD et d'autres organisations paysannes de la zone. Dans un souci d'équité, la CMD-OD a instauré une politique faisant en sorte que les femmes représentent au moins la moitié des bénéficiaires du projet d'élevage. Un comité de gestion a été formé au sein de l'organisation pour assurer le suivi régulier de l'activité. Il soumet un rapport trimestriel à l'ICKL sur l'évolution du projet et signale au besoin les points sur lesquels il a besoin d'un accompagnement.

§ Renforcement du moulin à grains (appui à un projet de stockage de maïs et haricot en lien avec le moulin)

À la suite d'une évaluation d'un projet de semences de maïs et haricots financé antérieurement par ICKL, l'organisation TK sud-est a analysé que la circulation des produits OGM sur le marché haïtien et les intempéries avaient un impact négatif sur la disponibilité de grains. Conséquemment, la productivité du moulin à grains en est affectée. Afin d'optimiser le rendement du moulin à grains et d'élargir l'approvisionnement en grains, l'organisation a donc décidé de réaliser un nouveau projet de stockage de grains visant à garantir la disponibilité des grains et à conserver les semences natives

Le volet de stockage de grains, qui s'est ajouté à l'activité initiale (moulin à grains), doit permettre un meilleur fonctionnement du moulin à grain en assurant la disponibilité du grain durant toute l'année. TK sud-est compte utiliser les bénéfices de ces activités pour poursuivre son appui à une école communautaire.

Cette activité est gérée par le comité de gestion du moulin auquel est adjointe la coordination de TK sud-est. Ce renforcement du comité vise à permettre un meilleur contrôle sur la gestion des activités. ICKL assure un suivi régulier avec les dirigeants de l'organisation.

§ Implantation d'une petite boulangerie dans la commune de Petit-Goâve.

À Dorilas, la Cordination des Militants pour le Développement (CMD) a développé le plan financier et a aménagé le local de la boulangerie. L'inauguration de la boulangerie a eu lieu le 15 mars 2013.

Le processus participatif qui a contribué à la mise en place de la boulangerie à Dorilas a permis un transfert et partage de connaissances entre les animateurs de l'ICKL, les ressources techniques externes et les dirigeants.e.s de CMD. Ces derniers ont acquis des compétences pouvant les aider à mieux gérer la boulangerie et à renforcer leurs capacités dans la réalisation d'activités d'économie sociale et solidaire. Le fonctionnement de la boulangerie est un succès; elle fournit du travail à 10 personnes et sa production a aussi permis à environ 25 femmes de démarrer des petits commerces. Outre le pain, un nouveau produit, la « pomkèt », a été introduit à l'automne 2013 et ses ventes progressent très bien. Cette nouvelle

production donne un nouveau débouché aux petits producteurs laitiers de la zone, qui bénéficient donc indirectement du projet.

§ Implantation d'une petite boulangerie dans la commune de Verrettes

À Dofiné, l'organisation Force de Défense des Droits des Paysans Ayisyen (FDDPA) a connu des difficultés importantes dans la mise en œuvre de cette activité.

Le matériel avait été acheté et livré et un boulanger-formateur avait été recruté par l'ICKL, mais FDDPA n'a pas été en mesure de mobiliser toutes les ressources financières et de compléter l'aménagement du local (soit son engagement de contrepartie) avant la fin du projet. L'organisation comptait sur l'aide d'une petite fondation mise sur pied après le décès d'une religieuse très impliquée dans le développement de cette zone rurale. Un des leader important de cette fondation, un ancien député, a bloqué l'appui au projet. Il aurait privilégié une autre communauté de la zone pour l'implantation de la boulangerie. L'aide financière demandée n'a pas encore été accordée. L'organisation a quand même réussi à démarrer les travaux à même ses fonds. Ce qui témoigne de l'importance qu'elle donne à ce projet. Une nouvelle rencontre avec les dirigeants de la fondation et d'autres demandes de financement sont prévues. L'association espère exécuter les travaux et inaugurer la boulangerie dans les prochains mois.

Malgré la fin du projet, l'ICKL continue d'assurer un appui-accompagnement de FDDPA afin de l'aider à implanter sa boulangerie.

§ Implantation d'une banque communautaire à Marigot

Le projet de banque communautaire est l'aboutissement des activités de microcrédit réalisées préalablement dans la zone. Il s'agit donc d'une appropriation de ces activités par la communauté, avec l'établissement d'une petite institution qui offre à la fois des services de crédit et, sur une base plus modeste, d'épargne.

Après un travail considérable de formation, de mobilisation, de recrutement des 100 premiers membres (pour constituer le capital initial) et d'aménagement/équipement d'un petit local, la banque communautaire a connu son lancement officiel en tout début de janvier 2014. L'organisation Tèt Kole Marigot est parvenue à mobiliser des membres et à réunir des ressources pour louer le local pendant deux ans. Le suivi est assuré par un comité gestion mixte composé de représentants de l'ICKL et de Tèt Kole. La présence de l'ICKL au sein de ce comité vise à assurer une meilleure appropriation des outils de gestion mis à la portée des responsables de la banque au cours des formations qui ont été réalisées dans le cadre du projet.

ÉVALUATION

Les résultats escomptés ont été atteints, à des degrés variant selon les organisations ciblées par le projet et leur niveau de développement initial.

Sous l'angle organisationnel, des résultats significatifs ont été atteints. Les organisations partenaires ont accru leur crédibilité au sein de leur communauté. La réalisation avec succès d'activités économiques a accentué le rôle judicieux et constructif que ces organisations jouent dans le développement local. Reconnaisant leur leadership, plus de paysannes et de paysans manifestent leur volonté d'intégrer certaines d'entre elles, consolidant ainsi leur capacité de mobilisation.

Sous l'angle du renforcement des capacités des femmes, des résultats significatifs ont été atteints et ont dépassé les pourcentages escomptés. Sur les 360 membres des organisations paysannes partenaires formés, 190 étaient des femmes, soit 53 %. De plus, la formation spécifique pour les femmes a amélioré leurs connaissances et leur participation dans les instances de décision des organisations. Elles représentent maintenant environ 45 %, des membres des comités de direction, contrairement à 20 % au début du projet

Sous l'angle socio-économique, il convient de signaler quelques résultats significatifs non prévus initialement :

- Des paysans et des paysannes ont noté une augmentation de la production laitière à Dorilas, grâce à la boulangerie qui utilise le lait de vache pour la production de ponmkèt. Cette augmentation a amélioré leurs revenus.
- Cette boulangerie a permis à 25 femmes de la communauté de démarrer un petit commerce.

Les perspectives de pérennité des résultats du projet sur le long terme sont positives compte tenu des facteurs suivants :

- Les organisations partenaires, dans les quatre communautés, ont été impliquées à toutes les phases de réalisation des activités du projet. Cet engagement et cette implication sont essentiels à la viabilité des résultats.
- Les organisations partenaires ont un fort ancrage dans leur communauté respective. Grâce à leur engagement et aux compétences qu'elles ont développées, elles s'imposent comme actrices incontournables dans le développement de leur communauté.
- Les projets développés prennent en compte les besoins sociaux et économiques des bénéficiaires et se basent sur les principes de protection de l'environnement. Par exemple, le choix de l'énergie utilisée par les boulangeries répond à la nécessité de réduire le déboisement dans les communautés. Ces projets sont gérés de manière autonome par les organisations. Les comités de gestion veilleront à la bonne gestion des activités d'économie sociale et solidaire des organisations.

[1] MOFOF est un regroupement autonome au sein de la CMD.